

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

N° 48 du 26.03 au 14.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Finian Cunningham : Opération psychologique contre la Syrie : Quand le « shopping » de Mme Assad devient un « crime contre l'humanité ».

Louis Denghien : Plan de paix - et de retrait : une mise au point inévitable.

James Petras : La triple alliance contre la Syrie.

Olivier MONTULET : : Reynders plaide pour une intervention en Syrie.

1 Lutte pour la libération du territoire

a) Des Canons ... pas du beurre

L'opposition refuse de garantir un cessez-le-feu.

b) Les grandes manœuvres

www.7sur7.be : La tentative de faire tomber le régime syrien "a définitivement échoué".

M K Bhadrakumar : Les USA gardent un œil sur la Syrie, et tissent leur toile dans le Golfe...

Tiré à part

Finian Cunningham : Opération psychologique contre la Syrie : Quand le « shopping » de Mme Assad devient un « crime contre l'humanité ».

Les membres de l'Organisation de coopération de Shanghai, incluant la Russie, la Chine et l'Iran, État observateur, imposeront à Michelle Obama, femme du président Obama et icône de la mode, des restrictions en matière de déplacements.

Le budget annuel dans les six chiffres de Mme Obama alloué aux vêtements et accessoires de designer est perçu comme un affront à la moralité, au moment où son mari supervise des guerres d'agression à l'étranger, des meurtres de masse dans plusieurs territoires à l'aide de drones et qu'il ordonne l'assassinat d'individus tels que des scientifiques iraniens spécialisés dans le nucléaire.

Également victimes de la mode, les femmes des premiers ministres britannique et français, David Cameron et Nicolas Sarkozy, seraient elles aussi touchées par des sanctions dans plusieurs pays du Moyen-Orient et de l'Asie centrale en raison de l'appui donné par ces chefs d'État à la campagne de bombardement illégale et meurtrière menée par les États-Unis et l'OTAN en Libye.

Le lecteur aura sans doute réalisé que le « reportage » ci-dessus est une parodie.

Cependant, en réalité l'Union européenne applique de telles mesures sans précédent à la femme du

président syrien Bachar Al-Assad.

« L'UE flanque des sanctions à la femme d'Assad », pouvait-on lire à la une de plusieurs journaux après que le ministre européen des affaires étrangères eut interdit à Asma Assad, née en Grande-Bretagne, de voyager dans les États de l'Union. Il a par ailleurs ordonné le gel de ses avoirs personnels.

Le portrait sensationnel de la première dame syrienne de 36 ans, décrite comme, chic, glamour, voire sexy, avait pour but de présenter Mme Assad comme une ravissante idiote, insensible à la misère et à la violence incessante dans son pays.

Le Washington Post l'a surnommée la Marie-Antoinette de Syrie, affirmant qu'« alors que le bain de sang se poursuit, elle fait du shopping pour s'acheter des souliers de cristal ».

Les médias dominants ont employé les termes diffamatoires comme s'ils étaient d'ordre factuel. Or, il s'avère que le battage médiatique à propos de Mme Assad est basé sur de « précieux » courriels obtenus par le journal britannique *The Guardian*, révélant une prétendue correspondance privée de la famille Assad. Même le *Guardian* émet un avis de non-responsabilité quant à la véracité des courriels, transmis selon eux par les « opposants syriens ». Il y a de fortes chances que ces messages soit faux et aient été forgés par des groupes de services de renseignement, experts, à l'instar du MI6, dans la science occulte de la calomnie.

Le fait que des affaires aussi personnelles et banales que les présumées habitudes de shopping en ligne d'une femme deviennent un sujet ministériel de politique étrangère nourrit davantage les suspicions.

Née en Grande-Bretagne, Mme Assad aurait dilapidé plus de 40,000 euros sur des articles ménagers et de mode. À la suite des sanctions de l'UE, entrées en vigueur au cours de la fin de semaine, le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague a déclaré : « C'est un signe de détermination de l'Union européenne dans son ensemble, afin d'accentuer la pression, la mainmise économique et diplomatique sur ce régime. »

Entre-temps, le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé a commenté : « Nous avons un certain nombre d'indications – je suis certain que cela ne vous a pas échappé – de la façon dont Mme Assad utilise son argent. C'est sans doute ce qui nous a poussés à durcir les sanctions. » Les inquiétudes de M. Juppé quant à la probité financière sont particulièrement significatives, puisqu'en 2004 il a été condamné par un tribunal français à 18 mois d'emprisonnement avec sursis pour avoir « abusé des fonds publics ».

Lorsqu'un quotidien met l'accent sur un dossier louche de courriels, régurgité ensuite par tous et chacun dans les médias *mainstream*, incluant ceux dits de qualité, et que ce dossier suspect constitue le fondement de sanctions ministérielles de l'UE, alors il dégage l'odeur typique d'une opération psychologique (« *psyops* »).

Cela est d'autant plus perceptible si l'on considère que les gouvernements occidentaux et leurs médias serviles ont, pendant près d'un an, grossièrement déformé la réalité des violences et du conflit en Syrie, dans le but de déstabiliser l'alliance entre Damas et Téhéran. Le président Bachar Al-Assad a été continuellement accusé de « massacrer » son propre peuple. Pourtant, les preuves qui s'accumulent indiquent que les actions des forces de son gouvernement visent davantage à protéger la population civile de groupes terroristes armés et dirigés par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, Israël, la Turquie et les monarchies du Golfe affiliées à Al-Qaïda.

La campagne de diabolisation du gouvernement syrien atteint désormais des sommets plutôt risibles, présentant Mme Assad comme une « insensible accro du shopping » qui doit être bannie des grandes rues de toutes les civilisations décentes et respectueuses des lois.

L'ironie de l'affaire est que ce geste dérisoire et cynique de l'Union européenne devrait en réalité s'appliquer à des criminels de guerre avérés. Il existe suffisamment de preuves pour condamner d'anciens et actuels leaders étasuniens et européens pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité relativement aux agressions militaires en Afghanistan, en Irak, en Libye et visant dorénavant l'Iran. Des sanctions contre Michelle Obama, Samantha Cameron et Carla Bruni, basées sur des actes illégaux et criminels, ont beaucoup plus de sens.

Finian Cunningham est le correspondant du [Centre de recherche sur la Mondialisation](#) au Moyen-Orient et en Afrique de l'Est.

Article original en anglais : [WESTERN PSY-OPS AGAINST SYRIA: When Mrs Assad's "Shopping" Becomes a "Crime Against Humanity"](#),

publié le 27 mars 2012.

Finian Cunningham

Traduction: Julie Lévesque pour Mondialisation.ca

Mondialisation.ca,

Le 29 mars 2012

Louis Denghien : Plan de paix - et de retrait : une mise au point inévitable.

Hors de question pour les Syriens de laisser les gangs ASL profiter du retrait des forces armées : pas de nouveau Bab Amr après tant de morts et de destructions !

Dimanche 8 avril 2012

« Dire que la Syrie va retirer ses forces des villes à la date du 10 avril est inexact, Kofi Annan n'ayant pas encore présenté de garanties écrites sur l'acceptation par les groupes terroristes de l'arrêt de toute forme de violences et sur leur volonté de livrer leurs armes ».

48 heures pour relancer le chaos ?

Ce communiqué du ministère syrien des Affaires étrangères, publié dimanche après-midi, met fin à une ambiguïté redoutable portée par l'accord sur le cessez-le-feu et que ce site n'avait guère eu de mérite à souligner, tant elle était évidente : comment le gouvernement syrien confronté depuis des mois, certes à une opposition politique, populaire mais à l'évidence minoritaire, mais surtout à une logique de guerre civile portée par des groupes armés à financement, appui politique – et même pour une bonne part à recrutement – étrangers, **comment le gouvernement donc aurait pu accepter que sa bonne volonté – son acceptation des propositions et principes du plan de paix arabo-onusien – permette à ces bandes armées, battues sur le terrain par l'armée syrienne, et expulsée des centres urbains essentiels, de se refaire une santé militaire en profitant du retrait des soldats syriens de ces centres urbains ?**

Le porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, Jihad Makdissi, a d'ailleurs évoqué le précédent de la mission d'observation de la Ligue arabe en Syrie, en décembre dernier : **là aussi on avait demandé au gouvernement syrien – et obtenu de lui – un début de retrait de ses forces des zones de combat, et les insurgés en avaient immédiatement profité pour consolider et étendre leurs positions, notamment à Homs.**

Rappelons que ces groupes armés, théoriquement fédérés par l'état-major ASL depuis la Turquie, mais à recrutement et orientation politico-religieuse composites, disposent de 48 heures pour se conformer à l'exigence de cessez-le-feu, 48 heures après le retrait des troupes syriennes, 48 heures qui sont amplement suffisantes pour que les groupes repliés dans la campagne, ou cachés dans certains quartiers, ressortent au grand jour en unités plus ou moins constituées, et imposent à nouveau leur loi dans certains secteurs d'Idleb, de Ham, de Homs ou de Deraa. On vient d'ailleurs de voir que le début de retrait des troupes de la ville de Zabadani a entraîné la réapparition immédiate de bandes insurgées dans cette ville très proche de la poreuse frontière libanaise.

Les sacrifices consentis par l'armée, les exigences les plus élémentaires de souveraineté, d'ordre et de sécurité interdisaient au gouvernement syrien d'accepter qu'en 48 heures, les mêmes bandes islamistes soutenues par le Qatar, l'Arabie Séoudite et la Turquie parodent à nouveau en toute impunité à Bab Amr.

CNS et ASL ne veulent pas du plan Annan (leurs amis non plus)

Peu après cette déclaration gouvernementale, on a d'ailleurs eu droit à la réaction du chef – théorique – de l'ASL, le « colonel » Ryad al-Asaad, réfugié en Turquie de puis des mois : Asaad a prétendu qu'aucune garantie écrite ne lui avait jamais été demandée au sujet d'un cessez-le-feu de l'ASL, assurant cependant que lui et ses collègues avaient « donné leur parole » (à un émissaire de Kofi Annan, on suppose) et qu'on devait se fier à leur « honnêteté ». Le moins qu'on puisse dire, si le colonel-déserteur et rénégat dit vrai, c'est que les gens de l'ONU manquent singulièrement de sérieux et d'équité : dans une affaire aussi grave, on ne peut demander moins au groupe CNS/ASL qu'au gouvernement syrien qui s'est engagé, lui, officiellement, par écrit et à travers les médias audiovisuels à respecter, sous réserve de réciprocité, ses engagements. **En somme, en forçant à peine le trait, Bachar al-Assad devrait s'engager par serment devant les caméras du monde entier sur un texte contraignant et décisif, tandis qu'on demanderait dans le même temps à MM. Ghalioun et al-Asaad un simple hochement de tête ou un clin d'oeil vaguement approbatif ! Ca ne peut pas marcher !**

Du reste, le sieur al-Asaad en est lui-même persuadé, lui qui a déclaré à *Reuters* que ce plan allait échouer, ce qui doit bien l'arranger car l'exécution rigoureuse des exigences du dit plan – déposer et rendre les armes, au moins aux observateurs de l'ONU – aurait mis fin à l'existence de sa milice. Et plus globalement le plan Annan qui prône le dialogue et la réconciliation enterre de fait le projet de révolution radicale et violente du pôle ASL/CNS/Frères Musulman, projet soutenu par la troïka Turquie/Qatar/Arabie séoudite.

Et justement, à ce dernier propos, le communiqué syrien met quelques points sur les « i » : « *M. Kofi Annan n'a pas non plus présenté d'engagements écrits des gouvernements du Qatar, de l'Arabie séoudite et de la Turquie sur l'arrêt de leur financement des groupes terroristes* ». Financement, et, dans le cas de la Turquie, appui non seulement politique direct mais logistique : les bandes ASL opérant dans le nord du pays, plus personne en Occident ne songe désormais à le nier, se réfugient, se reposent, se rééquipent, et même s'entraînent en territoire turc, territoire-sanctuaire pour ces groupes, ce qui revient à un quasi-acte de guerre d'Ankara contre Damas.

Kofi Annan, dont nous ne suspectons pas a priori, contrairement à son patron Ban Ki-moon, la bonne foi, n'a pas non plus obtenu d'accord officiel du CNS sur le désarmement des bandes agissant plus ou moins – plutôt moins que plus – en son nom, malgré que l'émissaire de l'ONU a déclaré travailler à cela.

Pour l'heure, Kofi Annan n'a pas réagi directement sur la déclaration syrienne, se contentant de déclarer « *choqué* » par « *l'accroissement des violences et des atrocités dans plusieurs villes et villages de Syrie* », lesquelles, dit-il, constituent une « *violation des assurances qui m'ont été données* ». Compte tenu du rôle qui est le sien, que pouvait-il faire d'autre ?

Dans ces conditions de flou artistique, l'accord sur le retrait des troupes syriennes au plus tard le mardi matin 10 avril apparaissait clairement comme un marché de dupe au détriment de la Syrie. Et il était inévitable que le gouvernement de Damas tape du poing sur la table, remette les pendules à l'heure. C'est donc fait. Bien sûr, non moins inévitablement, cette fermeté va entraîner les cris d'orfraie internationaux sur le non respect de la parole donnée par Bachar al-Assad et son régime. **Alors que, jusqu'à présent, c'est l'autre camp qui n'a donné aucune parole ferme et claire quant à son exécution de « sa part du contrat ».** Et Recep Tayyip Erdogan a d'ailleurs été le premier à réagir, avec sa morgue agressive et habituelle, en déclarant ce dimanche à un quotidien turc que son gouvernement prendrait de nouvelles mesures si le 10 avril Damas n'avait pas obtempéré aux exigences de l'ONU. Mais cela ira-t-il jusqu'à prendre le risque d'un affrontement armé avec Damas ? Nous ne le croyons pas pour les raisons internationales et intérieures que nous avons développées ici à plusieurs reprises. On devrait entendre aussi Hillary Clinton, Alain Juppé, William Hague et les monarques pétroliers aboyer de concert. Mais le gouvernement syrien est habitué à leurs protestations et condamnations. On attend avec plus d'intérêt la réaction de la Russie et de la Chine, qui n'ignorent rien de ce qui se passe sur le terrain. **Un terrain dont le gouvernement ne doit plus céder un pouce à l'ennemi intérieur agissant pour le compte de puissances extérieures.**

Publié le 9 avril 2012 avec l'aimable autorisation d'Info Syrie

Info Syrie

James Petras : La triple alliance contre la Syrie.

Alors que [l'aile médiatique du dispositif pour la guerre en Syrie conforme sa version des événements au storytelling de l'OTAN](#), la réalité documentée sur le terrain est toute autre. Pour le professeur James Petras, il ne s'agit pas d'une guerre civile, mais d'une attaque coordonnée menée par une [coalition internationale](#). Le gouvernement syrien ne réprime pas des manifestants pacifiques, mais combat les groupes armés des mercenaires d'Al-Qaïda.

Réseau Voltaire | New York (États-Unis) | 31 mars 2012

L'indignation exprimée par les politiciens occidentaux, les États du Golfe ainsi que par les médias au sujet du « *massacre des citoyens syriens manifestant pacifiquement contre l'injustice* » est cyniquement conçue pour couvrir les rapports établis sur la conquête violente de quartiers, de villages et de villes entières par des bandes armées, brandissant des fusils d'assaut et semant des bombes le long des routes. L'assaut contre la Syrie est soutenu par des fonds, des armes et un encadrement étrangers. Du fait du manque de soutien à l'intérieur du pays, une intervention militaire directe provenant de l'extérieur sera de toute façon nécessaire pour assurer le succès de l'opération. C'est dans cette perspective qu'une

immense campagne de diplomatie et de propagande a été mise en place afin de diaboliser le gouvernement légitime en Syrie. L'objectif est d'imposer un régime fantoche et de renforcer le contrôle impérial de l'Occident au Moyen-Orient. À court terme, cela permettra d'isoler l'Iran en prévision d'une attaque par Israël et les États-Unis et, à long terme, on élimine de nouveau un gouvernement laïque, indépendant, et proche de la Chine et de la Russie.

Afin de mobiliser l'opinion publique mondiale derrière ce coup de force des Occidentaux, d'Israël et des États du Golfe, plusieurs stratagèmes de propagande ont été utilisés, justifiant une nouvelle fois la violation flagrante de la souveraineté d'un pays, dans le prolongement des destructions réussies des gouvernements laïcs d'Irak et de Libye.

Le contexte général : agressions en série

La campagne actuelle de l'Occident contre le gouvernement indépendant d'Assad fait partie d'une série d'attaques contre les mouvements pro-démocratie et les régimes indépendants dans toute l'Afrique du Nord jusqu'au Golfe Persique. La réponse de l'Empire au mouvement démocratique égyptien qui renversa la dictature de Moubarak fut de soutenir la prise en main du pouvoir par la junte militaire, accompagnée d'une campagne meurtrière qui conduisit à l'emprisonnement, à la torture ou à l'assassinat de plus de 10 000 manifestants.

Face à des mouvements pro-démocratie similaires à ceux du monde arabe, les dictateurs autocrates du Golfe soutenus par l'Occident ont écrasé les soulèvements à Barhein, au Yemen et en Arabie Saoudite. Cette agressivité s'est prolongée jusqu'au gouvernement laïque de Libye, où les puissances de l'OTAN ont lancé un bombardement aéronaval massif pour appuyer les bandes de mercenaires, participant à l'anéantissement de l'économie et de la société libyenne. Le déchaînement de ces gangs armés a conduit au saccage des zones urbaines et à la dévastation de la campagne. Les forces de l'OTAN ont éliminé le gouvernement laïque de Kadhafi, faisant torturer et assassiner celui-ci par leurs mercenaires. L'OTAN a supervisé l'emprisonnement, la torture et l'élimination de dizaines de milliers de fonctionnaires, de civils et de partisans de Kadhafi. L'OTAN a soutenu le régime factice quand celui-ci s'est lancé dans un pogrom sanguinaire contre les Libyens d'ascendance sub-saharienne et les travailleurs immigrés du Sud-sahara, des groupes qui avaient jusque là bénéficié des programmes sociaux généreux de Kadhafi. La politique impériale du « *Ruiner et Régner* » est devenu le « *modèle* » pour la Syrie : créer les conditions d'un soulèvement de masse dirigé par les fondamentalistes musulmans, financés et entraînés par des mercenaires occidentaux et des États du Golfe.

La voie sanglante de Damas à Téhéran

Selon le Département d'État, « *le chemin vers Téhéran passe par Damas* » : l'objectif stratégique de l'OTAN est de détruire le principal allié de l'Iran au Moyen-Orient ; pour les monarchies absolues du Golfe, le but est de remplacer une république laïque par une dictature théocratique vassale ; pour le gouvernement turc, il s'agit de favoriser un régime soumis au dictat de la version d'Ankara du capitalisme islamique ; pour Al-Qaïda et ses alliés salafistes et wahhabites un régime théocratique sunnite, débarrassé des syriens laïques, des alaouites et des chrétiens servira de tremplin dans le monde islamique ; et pour Israël, une Syrie divisée et ensanglantée permettra d'assurer son hégémonie régionale. Ce n'est pas sans une certaine clairvoyance prophétique que le sénateur ultra-sioniste états-unien Joseph Lieberman déclara quelques jours après les attaques du 11 septembre 2001 par « Al-Qaïda », avant même d'examiner les véritables auteurs des attentats : « d'abord nous devons nous attaquer à l'Iran, à l'Irak et à la Syrie ».

Les forces armées anti-syriennes représentent un large spectre de perspectives politiques contradictoires, unies seulement par leur haine commune pour ce régime laïque, nationaliste et indépendant qui a gouverné la complexe société multi-ethnique syrienne depuis des décennies. La guerre contre la Syrie est la rampe de lancement principale d'une future résurgence du militarisme occidental depuis l'Afrique du Nord jusque au Golfe « Persique », le tout soutenu par une campagne de propagande systématique proclamant la mission démocratique, humanitaire et « civilisatrice » de l'OTAN au nom du peuple syrien.

Le chemin de Damas est pavé de mensonges

Une analyse politique et sociale objective de la plupart des combattants armés en Syrie réfute toute tentative visant à convaincre que l'insurrection a pour but la démocratie pour la population de ce pays. Des guerriers fondamentalistes autoritaires forment l'épine dorsale de l'insurrection. Les États du Golfe finançant ces voyous sont eux même des monarchies absolues. Cet Occident qui impose un gouvernement de brutes mafieuses en Libye ne peut en aucun cas se réclamer d'une prétendue « *intervention humanitaire* ».

Les groupes armés infiltrent les villes et utilisent les foyers de population comme des boucliers d'où ils lancent leurs attaques contre les forces gouvernementales. ils procèdent en forçant des milliers de citoyens à quitter leurs habitations, leurs magasins et leurs bureaux, qu'ils utilisent alors comme avant-postes militaires. La destruction du quartier de Baba-Amr à Homs est un exemple typique de l'utilisation de civils comme boucliers humains par des gangs armés et comme support de propagande pour diaboliser un gouvernement.

Ces groupes armés de mercenaires n'ont aucune crédibilité nationale auprès de la masse syrienne. Une de leur principale unité de propagande est située au cœur de Londres, le soi-disant « Observatoire Syrien des Droits de l'Homme », agissant en étroite coordination avec les services secrets britanniques pour élaborer d'épouvantables histoires d'horreurs visant à attiser le sentiment en faveur d'une intervention de l'OTAN. Les rois et les émirs des États du Golfe, eux, financent les combattants. La Turquie fournit des bases militaires et assure le contrôle du flux des armements à travers la frontière, ainsi que les déplacements des dirigeants de la soi-disant « Armée Syrienne Libre ». Les États-Unis, la France et l'Angleterre fournissent les armes, l'entraînement et le dispositif diplomatique.

Les « jihadistes » fondamentalistes en provenance de l'étranger, incluant des combattants d'Al-Qaïda venant de Libye, d'Irak et d'Afghanistan, sont engagés dans le conflit. Il ne s'agit pas d'une « guerre civile » : il s'agit d'un conflit international opposant une triple alliance contre nature des impérialistes de l'OTAN, des despotes des États du Golfe et des fondamentalistes musulmans, à un régime nationaliste, indépendant et laïque.

L'origine étrangère des armes, du dispositif de propagande et des combattants mercenaires révèle la sombre nature impériale et « multinationale » du conflit. En fait, le soulèvement violent contre l'État syrien est une campagne impériale de renversement d'un allié de l'Iran, de la Russie et de la Chine, au prix de la destruction de l'économie syrienne et de sa société, fragmentant le pays et déclenchant des guerres sectaires d'extermination contre les minorités alaouite et chrétienne et les partisans de la laïcité. Les morts et les fuites de réfugiés ne sont pas la conséquence d'une violence gratuite commise par un État assoiffé de sang. Les milices soutenues par l'Occident ont capturé des quartiers entiers par la force des armes, détruisant les oléoducs, sabotant les transports et faisant sauter des bâtiments gouvernementaux. Du fait de ces attaques, les services de bases à la population syrienne furent bloqués, dont l'éducation, l'accès aux soins médicaux, la sécurité, l'eau, l'électricité et les transports. Ce sont eux qui portent la responsabilité du « *désastre humanitaire* » (celui-là même que leurs alliés impériaux ainsi que les officiels des Nations-Unies imputent à l'armée et aux forces de sécurité syrienne). Les forces de l'ordre syriennes combattent pour préserver la souveraineté d'un État laïque, pendant que l'opposition armée déchaîne sa violence au nom de leurs donneurs d'ordres de l'étranger, à Washington, Riyad, Tel-Aviv, Ankara et Londres.

Conclusions

Le referendum organisé par le régime Assad le mois dernier a attiré des millions d'électeurs syriens, au mépris des menaces impérialistes occidentales et des appels au boycott des terroristes. Cela indique clairement qu'une majorité de Syriens préfère un règlement pacifique et négocié, et rejette la violence des mercenaires. Le « Conseil National Syrien », soutenu par l'Occident et l'« Armée Syrienne Libre » armée par la Turquie et les États du Golfe, rejette les appels russes et chinois au dialogue et à la négociation alors que le gouvernement d'Assad les a acceptés. L'OTAN et les dictatures du Golfe poussent leurs pions à soutenir un changement de régime violent, une politique qui a déjà entraîné la mort de milliers de Syriens. Les sanctions économiques des États-Unis et de l'Union Européenne ont pour objet de casser l'économie syrienne, avec l'espoir que les privations aiguës conduiront une population appauvrie dans les bras de leurs brutaux exécutants. Dans ce qui est une répétition du scénario libyen, l'OTAN propose de « libérer » le peuple syrien par la destruction de son économie, de sa société civile et de l'État laïque.

Une victoire militaire occidentale en Syrie ne ferait qu'alimenter davantage la frénésie militariste. Cela encouragerait l'Occident, Riyad et Israël à provoquer une nouvelle guerre civile au Liban. Après avoir démoli la Syrie, l'axe Washington-Bruxelles-Riyad-Tel-Aviv se dirigera vers une confrontation encore plus sanglante avec l'Iran.

L'horrible destruction de l'Irak, suivie par l'effondrement de l'après guerre en Libye, fournissent un tableau terrifiant de ce qui attend la population syrienne : un effondrement accéléré de son niveau de vie, l'éclatement de son pays, le nettoyage ethnique, le règne de gangs sectaires fondamentalistes, et l'insécurité totale pour les biens et les personnes.

De la même façon que « *la gauche* » et les « *progressistes* » avaient présenté le saccage de la Libye comme le « *combat révolutionnaire de démocrates insurgés* » puis s'en étaient allés, se lavant les mains des conséquences sanglantes de la violence ethnique contre les Libyens noirs, ils reprennent à présent les mêmes slogans pour une intervention militaire contre la Syrie. Ces mêmes libéraux, progressistes, socialistes et marxistes qui appellent l'Occident à intervenir dans la « *crise humanitaire* » depuis leurs cafés et leurs bureaux à Manhattan et Paris, auront perdu tout intérêt dans l'orgie sanguinaire qui succéderait à la victoire de leurs mercenaires une fois Damas, Alep et les autres villes syriennes soumises par les bombes de l'Otan.

[James Petras](#)

Olivier MONTULET : : Reynders plaide pour une intervention en Syrie.

Réaction

Les Belges (et Européens en général) sont tellement mal informés, voire désinformés, sur la situation réelle en Syrie qu'ils sont prêts à toutes folles aventures « guerroyantes » comme ils l'ont fait en Libye où, ce qui était prévisible, la situation est désormais catastrophique. Démantèlement de l'état, violence quotidienne, destruction des tissus économique, sanitaire, éducatif et social (qui étaient les plus efficaces de l'Afrique avant l'agression de l'OTAN) sans parler des conséquences au Tchad et au Mali...

Reynders ne fait que flatter l'électeur dans sa sensiblerie altruiste d'une part et d'autre par se positionne en vassal de la politique impérialiste néocolonialiste de l'OTAN, de Sarkozy et d'Obama. Il est du camp abject et criminel des Decrem et consorts. On peut réellement se questionner sur qui sont sanguins et sanguinaires.

Reynders plaide pour une intervention en Syrie.

Selon le ministre des Affaires étrangères, une intervention humanitaire et militaire sera nécessaire si le président syrien continue sur la voie de la barbarie.

Une intervention humanitaire avec une protection militaire sur le terrain sera nécessaire en Syrie si le régime du président Syrien Bachar al Assad continue sur la voie de la barbarie, a affirmé dimanche le chef de la diplomatie belge Didier Reynders.

"Le régime a pris le chemin de la barbarie et je fais de moins en moins confiance au président Bachar al Assad", a-t-il déclaré au cours de l'émission Internationales sur la chaîne de télévision TV5. "Il y a un plan sur la table avec une échéance, le 10 avril", a-t-il souligné. "Si ce plan n'est pas respecté, alors il faudra passer à l'étape suivante", a-t-il affirmé.

"Une intervention humanitaire sera nécessaire et elle supposera une présence militaire armée", a-t-il soutenu. "Ce point sera débattu lors de la prochaine réunion des amis de la Syrie prévue en France", a-t-il précisé.

"Tout le monde dit qu'il soutient le plan de Koffi Annan (émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe sur la Syrie. Il va falloir mettre la Russie et la Chine au pied du mur", a-t-il insisté.

Le régime du président Bachar al-Assad a annoncé dimanche qu'il ne retirerait pas ses troupes des villes à moins de "garanties écrites" de l'opposition, à deux jours de la date limite fixée par l'ONU.

Le plan de sortie de crise présenté par Koffi Annan, que Damas avait accepté le 2 avril et l'ONU entériné jeudi, prévoit que l'armée se retire des villes mardi matin afin de permettre un arrêt total des violences 48 heures plus tard.

Face à l'afflux massif de Syriens fuyant les violences, la Turquie, qui héberge déjà plus de 24.500 réfugiés, a menacé de prendre des "mesures" si Damas ne cessait pas les violences à la date butoir de mardi.

Selon la presse turque, plusieurs scénarios ont été envisagés, en particulier la création d'une zone tampon le long de la frontière. Mais cette option, qui implique l'engagement de troupes turques ou d'autres pays

en territoire syrien, signifierait une internationalisation du conflit dans une région déjà sous haute tension.

Dimanche 08 avril 2012

April 09, 2012

AFP

1 Lutte pour la libération du territoire

A Des Canons ... pas du beurre

L'opposition refuse de garantir un cessez-le-feu.

Le commandement de l'Armée syrienne libre (ASL), aile militaire de l'opposition au régime de Bachar el-Assad, a refusé de fournir aux autorités des garanties écrites d'un cessez-le-feu, rapportent dimanche les médias occidentaux.

Les autorités syriennes avaient plus tôt déclaré qu'ils ne retireraient pas leurs forces armées des villes avant d'obtenir des garanties écrites de l'opposition dans lesquelles cette dernière s'engagerait à arrêter les violences.

Lundi 2 février, l'émissaire spécial des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie, Kofi Annan, a déclaré que Damas avait accepté la date du 10 avril pour commencer à appliquer son plan de paix prévoyant notamment la cessation immédiate des violences par les parties impliquées dans le conflit et le retrait des troupes gouvernementales des villes.

Toutefois, le porte-parole de la diplomatie syrienne, Jihad Makdessi, a indiqué qu'il s'agissait plutôt d'"une mauvaise interprétation" et qu'avant tout retrait Damas devait obtenir des garanties.

Depuis la mi-mars 2011, la Syrie connaît un mouvement de contestation du régime en place. Selon les Nations unies, la répression de la révolte y aurait déjà fait plus de 9.000 morts. Damas indique que plus de 2.000 policiers et militaires syriens ont été tués par des bandits financés de l'étranger.

<http://fr.rian.ru/world/20120408/194229315.html>

RIA Novosti : Les "Amis de la Syrie" font du CNS le représentant "légitime" des Syriens.

Les "Amis de la Syrie" ont reconnu dimanche le Conseil national syrien (CNS), établi par les opposants anti-Assad, comme le "seul représentant légitime du peuple syrien" et ont décidé de créer un groupe de travail pour les sanctions contre le régime Assad, lors de leur 2e conférence à Istanbul.

Les participants à la conférence ont également exprimé leur soutien au plan de règlement de la crise syrienne proposé par Kofi Annan, émissaire spécial des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie, rapporte un correspondant de RIA Novosti sur place.

La deuxième conférence des "Amis de la Syrie", qui se déroule à Istanbul au niveau des ministres des Affaires étrangères, a réuni plus de 80 pays et organisations régionales.

Depuis la mi-mars 2011, la Syrie est secouée par un mouvement de contestation du régime en place.

Selon les estimations des Nations unies, la répression de la révolte y aurait déjà fait plus de 9.000 morts. Damas indique que 2.000 policiers et soldats syriens ont été tués dans les affrontements contre des bandits financés de l'étranger.

La Russie et la Chine, membres du Conseil de sécurité de l'ONU, ne participent pas à la conférence d'Istanbul. Moscou estime que le Conseil de sécurité de l'ONU doit jouer le premier rôle dans le règlement de la situation en Syrie.

- 2/4/2012

RIA Novosti

B Les grandes manœuvres

www.7sur7.be : La tentative de faire tomber le régime syrien "a définitivement échoué".

La tentative de faire tomber le régime en Syrie a échoué "une fois pour toutes", a affirmé le porte-parole du ministère syrien des Affaires étrangères, en référence à la contestation populaire et au combat des rebelles contre le pouvoir.

L'armée syrienne se retirera des zones résidentielles dès que la sécurité et la paix civile seront rétablies, a par ailleurs indiqué Jihad Makdessi au moment où les troupes gouvernementales tentent d'écraser les bastions rebelles dans le pays.

"La bataille pour faire tomber l'Etat en Syrie est terminée une fois pour toutes et une autre bataille a commencé, celle de la consolidation de la stabilité et la construction de la nouvelle Syrie", a affirmé le porte-parole dans une interview à la télévision publique vendredi soir, retranscrite samedi par Sana. Le régime du président Bachar al-Assad qui réprime dans le sang depuis un an la contestation populaire et mène des combats contre les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) assimile l'opposition à son pouvoir à du "terrorisme" et à un "complot" financé et soutenu par l'étranger.

Le porte-parole a précisé que ce retrait s'effectuerait "sans accords" au préalable, laissant entendre que Damas écartait toute idée de négociation autour d'un cessez-le-feu, réclamé en force par la communauté internationale.

Les troupes syriennes, de loin mieux équipées et plus nombreuses que les rebelles, sont déployées en masse dans l'ensemble du pays où elles bombardent sans relâche des poches de résistance rebelles, notamment à Homs (centre) et Idleb (nord-ouest), à la frontière turque, aux prix de dizaines de victimes chaque jour, en majorité des civils.

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1416900/2012/03/31/La-tentative-de-faire-tomber-le-regime-syrien-a-definitivement-echoue.dhtml>

M K Bhadrakumar : Les USA gardent un œil sur la Syrie, et tissent leur toile dans le Golfe...

US keeps eye on Syria, ties in Gulf

On n'espérait guère que la réunion des "Amis de la Syrie" tenue le "jour des Fous" [*Fool's Day* = 1er Avril] en Turquie, produise des résultats significatifs pour l'avancement de l'agenda du changement de régime en Syrie.

Le pays hôte a essayé très péniblement de tirer un lapin du chapeau. Mais le spectacle sur le Bosphore n'a tiré du chapeau qu'un seul gagnant- les USA. La Secrétaire d'Etat étatsunienne Hillary Clinton est reparti en riant.

Les choses se sont enlisées sur plusieurs points. L'opposition syrienne reste une foule disparate. Le régime du président Bachar al-Assad ne montre aucun signe de fatigue et bénéficie du solide soutien de l'armée et de l'administration. Il prend de la hauteur politique et diplomatique en annonçant sa coopération avec le plan en six points de l'ancien Secrétaire des Nations Unies, Kofi Annan, tout en changeant par la force la situation au sol en sa faveur.

Il y a désaccord entre les puissances extérieures. Le sommet de la Ligue arabe à Bagdad de la semaine dernière a sommairement renoncé à son exigence antérieure qu'Assad devait démissionner. Les dits «Amis» sont réticents à franchir la ligne. La Russie, la Chine et l'Iran demeurent fermement opposés à l'agenda du changement de régime.

La réunion d'Istanbul s'est contenté de rhétorique. Mais le communiqué conjoint dévoile l'impuissance. Il reconnaît l'opposition du Conseil National Syrien (CNS) comme un représentant de tous les Syriens et le «note» comme le principal interlocuteur, mais il ne lui accorde pas une reconnaissance complète.

Il demande à Kofi Annan (qui a refusé d'assister à la réunion d'Istanbul) de fixer à Damas un calendrier pour se conformer à son plan, mais n'en suggère pas un lui-même. Il s'abstient de mentionner tout soutien ou aide militaire aux rebelles de l'"Armée Syrienne Libre".

De manière curieuse, l'Arabie saoudite et "une ou deux" monarchies du Golfe (lisez le Qatar) pourraient créer un fonds pour corrompre et inciter à des défections parmi les forces armées syriennes - un "pot d'or" pour saper l'Etat syrien. L'idée bizarre, c'est que les deux cheikhs du Golfe paieront les salaires de tout Syrien disposé à lutter contre son gouvernement.

Clinton s'est sagement abstenue de donner des conseils. En dehors une certaine jolie rhétorique, les Etats-Unis se sont limités à annoncer une contribution de 25 millions de dollars à titre d'aide humanitaire pour le peuple syrien. Mais personne ne sait comment l'aide pourrait atteindre les destinataires.

A toutes fins utiles, les "Amis de la Syrie" semblent être en train de jouer la montre. Comment se fait-il que l'administration étatsunienne dirigée par un homme d'Etat réfléchi se retrouve dans un tel cirque?

La réponse pourrait se trouver dans une interview franche faite à CNN dimanche par le président de la commission de renseignement de la Chambre à Washington, Mike Rogers. Rogers a carrément déclaré :

«Nous [les USA] ne voyons pas vraiment s'effondrer le cercle intime de Assad. [...] Ils [le gouvernement syrien] croient qu'ils sont en train de gagner, et nous pensons certainement, grâce à la collecte de renseignements, qu'ils croient qu'ils sont en train de gagner cette partie.»

En effet, Damas avait déclaré juste avant la réunion des "Amis" d'Istanbul que la *«bataille pour renverser l'Etat était terminée»*. Les forces syriennes ont capturé samedi le chef adjoint de l'ASL, Abdu al-Walid, qui avait dirigé les opérations dans la région de Damas. Mustafa Al-Cheikh, le haut dirigeant de l'ASL vit confortablement en Turquie et est à la tête d'une chaîne de commandement décimée à la suite de la série de succès militaires des forces syriennes.

La réaction méprisante de Moscou pour les pitreries des «Amis» n'est donc pas une surprise. *«Les ultimatums et des deadlines artificielles aident rarement à résoudre les choses»* a déclaré le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Il a ajouté de manière caustique que c'est le Conseil de sécurité, qui décidera *«qui se conforme à ce plan [le plan de Annan] et comment.»*

Lavrov est d'accord avec Damas sur le fait que le plan de paix ne pourra pas fonctionner si les forces rebelles aussi n'arrêtent le feu - *«Nous [la Russie] avons l'intention d'être amis avec les deux parties en Syrie.»* Quant au CNS, il ne reflète qu'une "fraction" du peuple syrien. *«Lorsque la décision est prise d'appeler un seul groupe 'représentant légitime', on pourrait sauter à la conclusion que les autres Syriens - à la fois les organisations et les autorités - ne sont pas légitimes. Je pense que cette approche est dangereuse et va à l'encontre des efforts mis en avant par Kofi Annan.»*

Lavrov a répondu à la rhétorique par la rhétorique, mais il n'a pas réussi à battre la rhétorique fleurie de Clinton. La grande beauté de la rhétorique US est que Washington maintient toutes les options ouvertes. Il s'agit d'une année électorale et le président Barack Obama n'est pas intéressé par une nouvelle complication militaire en Syrie - ou n'importe où ailleurs. Mais les USA se gardent également d'empêcher les "Amis" d'épater la galerie

La contribution de Washington se limite à la fourniture d'équipements de communication et d'aide humanitaire. Mais si les cheikhs saoudiens et qataris veulent se décharger de plusieurs autres millions pour payer les combattants de l'opposition syrienne, Washington ne s'y opposera pas.

La «ligne rouge» est la question d'armer ouvertement les rebelles, ce qui peut déclencher une guerre civile. Clinton a visité Riyad le samedi et a essayé de rendre plus conciliante la ligne dure saoudienne. Le point c'est que, comme Rogers l'a souligné, c'est une "mauvaise idée" d'armer l'opposition syrienne, *«principalement parce que nous ne savons pas qui ils sont ... Et rappelez-vous, donner la gamme complète d'armements à des gens dont nous ne savons pas qui ils sont n'est probablement pas de bon augure pour nous dans le long terme.»*

Dans une carte blanche parue ce week-end, l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger a donné une construction intellectuelle à ces préoccupations. Le Printemps Arabe ne s'est pas vraiment révélé être la "révolution régionale, dirigée par des jeunes au nom de principes démocratiques libéraux". Et ce ne sont pas exactement des démocrates qui "prédominent dans l'opposition syrienne." Le «consensus» de la Ligue arabe sur la Syrie n'a pas de sens, façonné par des régimes autoritaires qui n'ont aucun antécédent à faire valoir en tant que démocraties. Kissinger met en garde : *« Plus radicale serait la destruction de l'ordre existant, et plus difficile serait la mise en place d'une autorité nationale... Plus une société se fragmente, et plus la tentation est grande d'encourager l'unité par des appels à une combinaison de nationalisme et d'islamisme tournée contre les valeurs occidentales ... À ce jour, les forces politiques fondamentalistes traditionnelles, renforcées par une alliance avec des révolutionnaires radicaux, menacent de dominer le processus.»*

Ce sont des résultats qui iraient à l'encontre des préoccupations stratégiques des Etats-Unis "indépendamment du mécanisme électoral par lequel ces gouvernements arrivent au pouvoir." Le point de vue de Kissinger est étonnamment proche de ce que Moscou et Pékin n'ont cessé de défendre. L'administration Obama sent les dangers. Elle aimerait adopter une conduite sûre - au moins jusqu'à ce que les choses soient clarifiées, spécialement en Egypte, où les cheikhs des Frères Musulmans sont sur le point de dépasser les cheikhs d'Al-Azhar comme principale référence dans les affaires légales, religieuses et de gouvernance politique. Aussi, Washington a jugé opportun de mettre la Russie sur le siège du conducteur.

Si Moscou y arrive et que la crise se résout, Washington n'a rien à perdre et pourra toujours reprendre les fils de la transition politique, et le "reset" US-Russie pourra même acquérir quelques poids. Mais si Moscou échoue, sa capacité à bloquer au sein du Conseil sécurité de l'ONU en prend un coup et l'initiative est toute à Washington.

L'essentiel, c'est que Washington est aujourd'hui considéré comme étant du "bon côté l'histoire". Comme Henry Kissinger l'a dit, *«la conduite des États-Unis durant les bouleversements arabes a jusqu'ici évité de faire des USA un obstacle aux transformations révolutionnaires. Ce n'est pas une réussite mineure.»* Une fois de plus, les liens de Moscou avec l'Arabie saoudite et le Qatar sont mis à rude épreuve. Dans son discours à Istanbul, le ministre saoudien des Affaires étrangères Saoud al-Fayçal a condamné la Russie comme l'influence maléfique sur Damas. La Chine, qui avait été à l'assaut des citadelles de l'Occident au sein des états du Conseil de coopération du Golfe (CCG), doit également entamer de sérieux travaux de raccommodage.

Cela fonctionne à l'avantage géopolitique de Washington. Profitant du sens profond d'insécurité et d'aliénation du régime saoudien, les États-Unis sont sur le point de réaliser le projet de rêve d'incorporer les États du CCG dans leur architecture globale de défense antimissile.

Un haut responsable étatsunien du département d'Etat a déclaré à propos de la visite de Clinton à Riyad le week-end : *«Nous travaillons avec chacun d'entre eux [les États du CCG] pour développer l'architecture pour un système régional; l'objectif de Washington est de réunir toute la coopération étatsuniennes existante en matière de défense tactique avec chacun des États du CCG au sein d'un seul "contexte stratégique."»*

Le tout nouveau forum de coopération stratégique US-CCG, qui s'est réuni à Riyad samedi, réécrit tout le scénario de la sécurité du Golfe Persique. Le contexte est la "menace" iranienne. Mais sur le plan géopolitique, l'arc du système de défense antimissile global US qui s'étend de l'Europe centrale via la Turquie est maintenant prêt à faire un saut sur l'ensemble du Moyen-Orient pour affleurer les eaux de l'océan Indien.

En somme, Washington tisse sa toile dans la région riche en pétrole du golfe Persique, et pourra toujours revisiter la crise en Syrienne en temps utile.

M K Bhadrakumar

http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/ND04Ak01.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19